



LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai voltaire, 75340 Paris Cedex 07
Téléphone: 261.50.10 poste 493

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LIBERATION

D506 J 05 3 décembre 1983

*Je demanderai au parlement
un crédit budgétaire pour
des actions gouvernementales anti-racistes.*

Georgina Dufoix:

«ces jeunes seront un moteur essentiel de la société française»

La secrétaire d'Etat à la Famille, à la population et aux immigrés soutient la Marche | au nom de sa triple responsabilité. Mais surtout au nom de la nouvelle France pluri-culturelle assez forte, selon elle, pour intégrer

LIBERATION.— Serez-vous, ce samedi à Paris, à la Marche pour l'égalité ?

GEORGINA DUFOIX.— Bien sûr ! La première fois que j'ai entendu parler de cette Marche, c'est quand on est passé avec Mitterrand aux Minguettes, au mois d'août : cette idée des jeunes m'a paru d'emblée à la fois réaliste et utopique, ce qui est le bon mélange pour répondre à ce type de problème. Quand je les ai rejoints en Alsace, j'ai été encore plus frappée de retrouver cette démarche initiale, à la fois très mesurée dans l'expression et très forte dans l'élan qui l'a portée. Ils avaient la même détermination et le même calme, alors que depuis Marseille ils avaient croisé tant de choses, rencontré des milieux si différents... Ces jeunes avaient gardé tout

leur calme, symbole pour moi de leur maturité individuelle et collective.

LIBERATION.— A quoi tient selon vous l'efficacité de cette Marche ?

G.D.— Elle s'en prend à la violence avec des moyens non-violents. C'est une réponse idéale au racisme qui est, par définition, une réaction très émotionnelle, de cette émotion qui monte en

vous du refus de la différence. Face à ces réactions, il y a des réponses rationnelles. Je vous signale par parenthèse que nous avons fait diffuser cette fameuse brochure explicative (NDLR — bloquée au moment des élections législatives). Mais toutes ces réponses rationnelles aux « arguments » racistes, ne suffisent pas. Il faut combattre cela par des moyens quelque peu « extraordinaires », et la Marche des jeunes en est un exemple.

les communautés islamiques.

LIBERATION.— Mais en matière d'action gouvernementale ?

G.D.— Au delà de nos interventions systématiques contre toute violence à caractère raciste, que pouvons-nous faire ? Il y a la possibilité de donner de nouveaux droits aux associations qui luttent contre le racisme ; juridiquement c'est difficile, en tout cas il faut leur donner des moyens supplémentaires... Mais je fais étudier aussi toutes les politiques anti-racistes qui ont été menées par certains gouvernements, notamment tout ce qui a pu être fait aux Etats-Unis dans les moments chauds de la lutte pour les droits civiques... Je demanderai d'ailleurs au Parlement un crédit budgétaire pour de telles actions.

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITE

LIBERATION.— Est-ce que certaines revendications anciennes de l'immigration, qui sont reprises par les Marcheurs, font partie de mesures antiracistes à l'étude ? La carte de dix ans, par exemple ?

G.D.— Oui, mais c'est autre chose. Nous en sommes à une première étape : un décret doit être publié en janvier sur la délivrance automatique de cartes de séjour lorsque l'immigré n'est plus,

ou ne peut plus être expulsé. Ce qui n'était pas le cas auparavant. En ce qui concerne la carte de dix ans, je pense que nous devons d'abord mettre en place la carte unique (de séjour et de travail). C'est notre objectif : une carte unique sur un temps plus long qu'il n'est de fait aujourd'hui. Je ne peux pas vous dire, si ce sera dix ans ou une autre période.

LIBERATION.— Comment voyez-vous l'insertion des nouvelles générations issues de l'immigration ?

G.D.— Je crois que l'insertion de cette « 2ème » génération — la génération Beur — est un des grands défis lancés à la France d'aujourd'hui. Ces jeunes représentent une force potentielle remarquable, parce que précisément, ils sont pluri-culturels. Et le problème actuellement est que cette pluri-culturalité est vécue par eux comme un handicap. Mais nous, nous savons, scientifiquement parlant, que cela peut être un enrichissement tout à fait considérable lorsqu'il est inséré dans un courant de vie et de communication.

LIBERATION.— Bref, la France a de la chance d'avoir ces immigrés ?

G.D.— Oui. Passée une époque délicate de transition, ces jeunes seront un moteur essentiel pour la société française. Et s'ils nous intéressent aujourd'hui, ce n'est pas seulement parce qu'ils ont des difficultés, mais parce qu'ils sont une interrogation permanente, et un élément de dialogue extraordinaire. Pourvu, bien sûr, que ce dialogue s'instaure, et c'est là où les pouvoirs publics doivent agir.

LIBERATION.— Pour cela, il faudrait que la société française soit moins timorée, moins frileuse...

G.D. Ecoutez, cette société française n'est pas complètement bloquée, loin de là. Et si elle l'est parfois, c'est parce qu'elle a peur de ces collectivités qu'elle sent plus riches, plus toniques, qui font plus d'enfants (pour le moment)... et certains Français ont le sentiment que cette communauté leur prend leur travail. Il faut agir, expliquer, rassurer.

LIBERATION.— Et cette société multi-raciale, pluri-ethnique... qu'appellent de leurs voeux les marcheurs,

comment la voyez-vous ?

G.D.— Attendez ! D'abord je ne la vois pas et ne la crois pas pluri-ethnique. Je la crois pluri-culturelle. Et d'ailleurs, cette société, nous y sommes déjà. Moi, en tant que Languedocienne, je vous garantis que je me sens pluri-culturelle. Maintenant un problème se pose avec les Maghrébins. Très bien : cela s'est posé pour d'autres, et cela se reposera encore. Reste, bien sûr, qu'avec les communautés issues de l'Islam, le dialogue est plus complexe, les sociétés civiles issues de la chrétienté et celles issues de l'Islam ne sont pas les mêmes. Nous n'avons certes pas à définir notre société générée par la chrétienté : c'est à partir de notre identité que le dialogue avec les sociétés islamiques peut être une des choses les plus importantes que nous avons à faire.

La France est un pays qui a une culture assez riche, et suffisamment forte pour pouvoir vivre avec des communautés qui gardent leur identité, tout en évoluant avec l'ensemble de cette société.

Propos recueillis
par Eric FAVREAU

D 506 D 06 | 3 décembre 1983

D 506 E 06